



PROJET REGIONAL D'ACCES A L'ELECTRICITE ET DE TECHNOLOGIE DE STOCKAGE D'ÉNERGIE PAR BATTERIES (BEST - P167569)

Termes de référence pour le recrutement d'un Consultant
Spécialiste en sauvegardes sociales dans le cadre du projet
BEST

TERMES DE REFERENCE

Juillet 2021

1. CONTEXTE DU PROJET

Dans l'optique d'augmenter l'accès au réseau électrique en Mauritanie, au Niger, au Sénégal, au Mali, et en Côte d'Ivoire et d'améliorer la capacité du système électrique pour assurer un fonctionnement synchrone dans le système électrique de la CEDEAO, la Commission de la CEDEAO, avec l'appui de la Banque Mondiale, a initié le Projet Régional d'Accès à l'Électricité et de Technologie de Stockage d'Énergie par Batteries (BEST). Le projet permettra de contribuer à améliorer les revenus des communautés locales et leur cadre de vie, à travers la réduction des coûts d'accès au service public de l'électricité, afin de réduire l'exode rural et surtout l'immigration des jeunes locaux vers d'autres pays ou continents.

Le projet proposé financera des travaux d'électrification en Mauritanie, au Niger et au Sénégal. En Mauritanie, le projet développera l'électrification rurale grâce à la densification du réseau autour des sous-stations de l'interconnexion OMVS le long de la zone fragile de la frontière sud avec le Sénégal. Au Sénégal, le projet électrifiera les communautés autour des sous-stations de l'OMVG notamment en Casamance. Au Niger, le projet électrifiera les communautés le long des interconnexions Niger-Nigeria dans la zone du fleuve et le centre-est, la dernière étant l'une des zones de drapeau rouge du Niger. Le projet vise à donner accès à environ 1,8 million de personnes dans les trois pays. Le projet vise à augmenter les taux d'accès au Sénégal de 62 à 67%; Mauritanie de 43 à 56% et Niger de 20 à 22,5%.

En Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger, le projet proposé financera des équipements BEST pour soutenir la synchronisation, pour favoriser le marché régional de l'énergie en soutenant l'intégration des énergies renouvelables variables et en fournissant des services auxiliaires¹, et améliorer la stabilité du réseau régional et sa fiabilité en augmentant la réserve d'énergie en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. En outre, le projet proposé vise à construire l'institution régionale ERERA. Ces résultats peuvent être atteints efficacement en adoptant l'approche régionale pour les raisons suivantes: (i) la synchronisation du système nécessite une approche holistique pour optimiser les investissements; (ii) des économies d'échelle par une mise en œuvre conjointe au niveau de la CEDEAO qu'il ne serait pas possible de réaliser dans le cadre d'une approche à un seul pays; (iii) un programme régional peut garantir que tous les pays adopteront un équipement standard de qualité harmonisé et similaire, et (iv) l'appui institutionnel aux institutions clés ERERA et ICC ne peut être obtenu que dans le cadre d'une approche régionale.

Ainsi, ce projet s'inscrit dans les efforts déployés par la CEDEAO pour accroître la capacité du système électrique de l'espace, en vue de sécuriser le fonctionnement synchrone, de permettre l'intégration des énergies renouvelables et le commerce de l'énergie, tout en veillant à la protection et à la conservation de l'environnement.

Composantes du Projet

Cet objectif de développement durable du projet sera atteint au travers de quatre composantes, à savoir :

Composante 1 : Conception, fourniture et installation d'infrastructures de distribution d'électricité (coût estimé : 286 millions de dollars EU, dont 286 millions de dollars EU IDA). Cette composante prend spécifiquement en charge la conception détaillée, la fourniture et l'installation de réseaux de distribution à partir des sous-stations WAPP 225/33 kV avec le champ d'application suivant: (a) lignes MT; (b) sous-stations de distribution MT/BT; c) des lignes BT pour étendre la couverture du réseau et maximiser le nombre de nouvelles connexions; et (d) l'équipement de connexion du dernier kilomètre, y compris les points de service, les compteurs prépayés et les cartes prêtes pour les clients BT et les disjoncteurs différentiels pour les clients MT.

Composante 2 : Conception, fourniture et installation des équipements BESS (coût estimé : 131 millions USD, dont 131 millions USD IDA). Cette composante comprend la fourniture et l'installation d'un système de stockage d'énergie par batterie (BESS) de 205 MWH pour assurer un contrôle de fréquence au

¹ Les services auxiliaires sont les services nécessaires pour soutenir le transport d'énergie électrique du vendeur à l'acheteur compte tenu des obligations des zones de contrôle et des services de transport dans ces zones de contrôle et pour le système interconnecté dans son ensemble pour maintenir des opérations fiables.

système d'alimentation du système d'Echanges d'Energie Electrique de l'Afrique de l'Ouest (EEEAO). Elle comprend tous les éléments nécessaires pour connecter le système au jeu de barres HTB de la sous-station. Les équipements seront installés dans quatre sous-stations en Côte d'Ivoire (105 MWh), une au Mali (80 MWh) et une au Niger (20 MWh).

Composante 3 : Supervision de la construction et conseil technique (coût estimé : 12 millions de dollars, dont 12 millions de dollars de l'IDA). Cette composante financera les coûts liés au recrutement de l'ingénieur conseil qui sera recruté sur une base concurrentielle dans le cadre du projet pour superviser les travaux réalisés dans le cadre des composantes 1 et 2. L'ingénieur conseil surveillera également le respect des instruments de sauvegardes (environnementaux et sociaux) liés à la construction. L'IC assistera chaque UMOP et l'URC pendant la préparation et l'évaluation des offres, et la négociation des contrats avec les soumissionnaires adjudicataires/entreprises sélectionnés et sera chargé de la supervision et de la gestion du projet dans son ensemble. L'IC produira et soumettra un rapport trimestriel à chaque UMOP et des rapports d'étape trimestriels combinés pour l'ensemble de la composante distribution à l'URC. L'URC produira des rapports trimestriels sur l'état d'avancement de la mise en œuvre globale de toutes les composantes, notamment l'assistance technique à la CEDEAO, et les soumettra à la Banque mondiale.

Composante 4 : Coordination du projet et assistance technique (coût estimé: 36 millions de dollars, dont 36 millions de dollars de l'IDA). Dans l'esprit du renforcement des capacités nationales et régionales, cette composante financera une combinaison d'assistance technique et d'appui à la gestion de projet pour aider les bénéficiaires à mettre en œuvre avec succès le projet et à se préparer aux phases futures du programme. Plus précisément, cette composante financera le renforcement des équipes de mise en œuvre des bénéficiaires responsables de la mise en œuvre du projet, les coûts attendus du projet associés à la gestion des aspects de sauvegardes environnementales et sociales hors frais de réinstallation. En outre, cette composante fournira une assistance technique au régulateur régional ERERA.

Dans le cadre de ce projet BEST, huit (08) sur dix (10) des NES ont été jugé pertinentes.

- NES no 1 : Évaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux ;
- NES no 2 : Emploi et conditions de travail ;
- NES no 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution ;
- NES no 4 : Santé et sécurité des populations ;
- NES no 5 : Acquisition de terres, Restriction de l'utilisation des terres et réinstallation involontaire
- NES no 6 : Préservation de la Biodiversité et sécurité des populations ;
- NES no 8 : Patrimoine Culturel ; et
- NES no 10 : Mobilisation des parties prenantes et information.

2. OBJECTIFS

L'objectif général de cette consultation est de renforcer le projet BEST par le recrutement, d'un Spécialiste en Sauvegardes Sociales qui accompagnera le projet tout au long de ses 6 années de mise en œuvre.

Le Consultant sera chargé de mener à bien toutes les activités sociales du projet, y compris le suivi de la mise en œuvre du PAR, de préparer des rapports sur toutes les activités sociales, de fournir également des conseils stratégiques et de suivre les étapes clés de toutes les questions sociales soulevées tout au long de la mise en œuvre du projet.

3. TACHES

Il s'agit d'accomplir sans s'y limiter d'entreprendre les activités ci-après :

- Superviser la mise en œuvre des activités de sauvegardes du projet au Niger ;
- Préparer et veiller à l'intégration des mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux soulevés lors des études ;
- Veiller à ce que les dossiers d'appel d'offres et les contrats contiennent les dispositions environnementales nécessaires ;
- Participer à l'examen des rapports d'évaluation sociale et environnementale soumis par les entreprises ;
- Superviser la performance des entrepreneurs dans le traitement des problèmes sociaux spécifiques et donner toutes instructions correctives nécessaires ;
- Préparer les parties pertinentes des rapports de surveillance environnementale requis, y compris les rapports sur l'état de mise en œuvre du PAR ;
- Analyser les rapports de mise en œuvre du projet pour s'assurer que tous les travaux sont achevés en pleine conformité avec les politiques environnementales et sociales ;
- Aider à préparer et à mettre en œuvre les mesures d'appui aux PAR ;
- Mettre en place et assurer le suivi du fonctionnement efficace du mécanisme de gestion des plaintes ;
- Évaluer les commentaires et les plaintes des PAP sur les questions d'indemnisation et d'autres questions environnementales pertinentes, et recommander les actions pour résoudre les problèmes identifiés ;
- Participer à l'examen des listes de cultures et de biens et des zones publiques affectées par le projet et aider à obtenir un paiement rapide des compensations correspondantes ;
- Préparer les rapports sur la mise en œuvre du Plan de gestion environnementale et sociale et du Plan d'action de réinstallation, mettant en évidence les mesures de soutien en faveur des femmes et des personnes vulnérables ;
- Contribuer à assurer la résolution des conflits par la médiation ;
- Analyser les recommandations des bureaux de contrôle ou d'autres prestataires intervenant au Niger ;
- Assurer une bonne collaboration avec les agences gouvernementales, les institutions décentralisées et la société civile locale de la zone d'intervention du projet au Niger ;
- Assurer toutes autres activités, selon les instructions du l'expert sociologue de l'URC ; et
- Toute autre tâche à lui (elle) confiée par la hiérarchie.

4. QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

- Doit avoir au minimum un diplôme Master en Science Sociale, Géographie ou Anthropologie, Droit, Environnement ou tout autre diplôme équivalent ;
- Bonne aptitude aux outils de la technologie de l'information et de la communication ;
- Capacité à travailler en équipe multidisciplinaire et avec des déplacements sur les sites ;
- Utilisateur avéré d'ordinateur, avec une bonne connaissance du paquet MS-Office ;
- Excellentes capacité de rapportage et de présentation.

5. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE GENERALE

Au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans les activités de plan d'action de réinstallation des projets d'envergures.

6. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE PARTICULIERE

- Avoir participé à au moins une étude d'évaluation d'impact environnemental sur un projet d'énergie particulièrement dans des projets d'extension ou de renforcement de réseaux ou de projets d'électrification HT / BT ou production d'électricité, au cours des cinq (05) dernières années ;
- Expérience et compréhension de la méthodologie des règles et réglementations environnementales et sociales de la Banque mondiale ;
- Une expérience et une bonne compréhension de la méthodologie et des règles et réglementations des projets à financements multilatéraux (BAD, USAID, BID, etc.) seront un avantage ;
- Connaître les enjeux et problèmes du secteur de l'énergie au Niger ;
- Une expérience dans les études d'évaluation d'impact sociaux sur les projets de développement au Niger sera un avantage ;

7. EXIGENCE EN LANGUE

- Les candidats doivent parler couramment le français et avoir d'excellentes compétences en rédaction, en présentation et en rapports ;
- La connaissance de l'anglais serait un plus.

8. DATE ET LIEU DE DEPOT DES OFFRES

Les candidats intéressés doivent déposer leur candidature au plus tard le _____, **aux contacts électroniques ci-dessus.**